

# En toute illégalité : des sociétés étrangères de sécurité installées en Algérie

**Plusieurs entreprises étrangères spécialisées en sécurité et en sûreté activent en Algérie. Dirigées par d'anciens militaires, ces sociétés travaillent pour le compte de grands groupes internationaux. Une situation méconnue du grand public et totalement contraire à la législation en vigueur.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Depuis le milieu des années 1990, des sociétés étrangères activant dans le secteur de la sécurité se sont établies à Alger. Elles agissent dans la plus grande discrétion pour le compte d'entreprises et de groupes internationaux.

La gestion de l'insécurité provoquée par le terrorisme islamiste et de l'instabilité politique s'avère être une véritable mine d'or pour ces entités.

A leur tête, on retrouve des responsables des services de renseignement et des officiers d'unités d'élite de l'armée. De véritables professionnels qui ont fait leurs preuves dans plusieurs conflits. C'est le cas notamment du groupe fran-

çais Geos, présenté comme étant pionnier dans ce domaine en Algérie.

Créé en 1997 par Stéphane Gérardin (ancien membre de la Direction générale de la sécurité extérieure) et Thierry Laulom (spécialiste dans la protection des chefs d'Etat), Geos est aujourd'hui présent dans une vingtaine de pays.

A Alger, ce groupe dispose d'une filiale «historique» dont le siège se trouve à Hydra. «Geos Algérie a vocation de servir les clients du groupe sur l'ensemble du territoire algérien. Au nord, Geos sécurise plusieurs grands projets dans les domaines des télécoms, de la construction, de l'hydraulique, et au sud, dans

le secteur de l'énergie, en parallèle de ses prestations de sécurisation de grands projets. Geos Algérie, fort d'une stratégie constante de développement basée sur une connaissance pragmatique et concrète de la situation de l'environnement local et l'animation d'un réseau relationnel unique, confirme sa place de leader dans ses domaines d'activité», peut-on lire dans un document de présentation du groupe. Ainsi, ce dernier reconnaît avoir sous sa responsabilité la sécurité de plusieurs «grands projets» tout en mettant en avant sa «connaissance concrète de l'environnement local». Cette entreprise offre une large gamme de services qui va du conseil en sécurité et en sûreté jusqu'aux missions opérationnelles de type extraction d'expatriés.

Les hommes qu'il emploie sont triés sur le volet et sont tous issus de l'armée et des services de

sécurité français. Après avoir suivi une formation spécifique, ils sont envoyés sur le terrain.

En Algérie, les agents de Geos sont présents dans la quasi-totalité des régions. On en retrouve au moins un dans chaque chantier, base de vie ou site de production de ses clients.

En clair, Geos n'est pas un simple cabinet de «consulting» mais une véritable structure qui maîtrise à la perfection l'ensemble des actions de type «sécuritaire». Même l'Etat français fait appel aux services de ces hommes pour intervenir dans des situations de crise.

Selon les médias français, Dominique Montecer, directeur des opérations du groupe Geos, a participé au mois d'avril dernier à la libération des otages du Ponant, le voilier pris par des pirates somaliens. Il nous a été impossible d'obtenir des informations concrètes sur les activités

de la filiale algérienne de Geos. «Le directeur est actuellement en déplacement. Il sera de retour en juin», nous a indiqué, hier, un employé lors d'une courte communication téléphonique. Notons que d'autres «boîtes» de ce type activent également en Algérie. Parmi elles, on peut citer le Groupe-EHC qui se targue, sur son site internet, d'avoir fourni en 2004 des services de «protection rapprochée et de soutien logistique» à un groupe d'ingénieurs pétroliers.

Reste à savoir si ces activités sont légales. Assurément non. Officiellement, l'Etat algérien n'autorise que les activités de «gardiennage et de transport de fonds et de produits sensibles».

Dans l'ensemble des textes réglementaires régissant ces deux activités, il est clairement stipulé que les opérateurs doivent être de nationalité algérienne.

L'action d'entreprises de

ce type est d'autant plus illégale qu'elle concerne des activités «hautement sensibles». On peut s'interroger également sur le genre de relations qu'elles entretiennent avec les autorités algériennes. «Geos travaille au plus près des autorités», note le groupe dans le document de présentation sur lequel figurent des photos d'une patrouille d'un service de sécurité algérien et l'hélicoptère d'une compagnie aérienne publique.

Pourtant, jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales avait déclaré à la presse qu'aucune entreprise étrangère spécialisée n'est agréée en Algérie. «Nous n'avons pas délivré d'agrément à ces sociétés. Elles n'ont aucune activité en Algérie», a précisé Nordine Yazid-Zerhouni. Donc, on peut en conclure que leurs activités sont illégales et clandestines.

T. H.

## CLÔTURE DU DÉBAT PARLEMENTAIRE AUTOUR DU PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

# Les vérités crues de Nordine Aït-Hamouda

**S'il y a bien un député à qui il ne déplairait pas de déplaire au Premier ministre et, à l'occasion, au président de l'Assemblée populaire nationale, c'est bien Nordine Aït-Hamouda. Intervenant hier en plénière de l'Assemblée, dans le cadre du débat autour du plan d'action du gouvernement, le député du RCD s'en est pris, sans ménagement aucun, à l'exécutif et au pouvoir qu'il représente et aux nombreux courtisans et thuriféraires du régime.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Trêve de ronronnements parlementaires hier à l'Assemblée populaire nationale.

Le député Nordine Aït-Hamouda, dont le parti avait quelques polémiques à solder avec le pouvoir, notamment à propos du drapeau noir qu'il a hissé sur les frontons de ses sièges à la veille du scrutin présidentiel, s'est chargé de mettre la dose d'intensité nécessaire à un débat parlementaire demeuré jusque-là sans relief.

L'élu du RCD a choisi d'ajuster une réplique réfléchie à ceux qui ont voué aux gémonies le parti pour cette histoire de drapeau noir. Il a commencé par dire que le parti ne renie pas son itinéraire.

«Nous avons hissé le drapeau noir, oui, nous l'assumons», a-t-il martelé.

S'en est suivi après un véritable réquisitoire à l'encontre du régime et du pouvoir qui l'incarne aujourd'hui. «Est-ce protéger les valeurs et les symboles de la Révolution que de faire subir le sort que l'on connaît à Medeghri et Mecili ? Est-ce protéger les valeurs et les symboles de la nation que de faire subir le sort que l'on sait à Mohamed Boudiaf, à Hocine Aït-Ahmed et Moufidi Zakaria ?» s'est-il interrogé, apostrophant le Premier ministre.

«Est-ce protéger les valeurs de la nation que d'arrêter, le 5 juillet 1985, fête de l'Indépendance, des enfants de



Nordine Aït-Hamouda, député du RCD.

Photo : Samir Sid

chouhada qui ont voulu déposer une gerbe de fleurs sur les tombes des martyrs ?» a-t-il ajouté, poursuivant : «La semaine dernière, le Centre culturel algérien à Paris a refusé d'accueillir la célébration de l'anniversaire de l'auteur de l'hymne national, Moufidi Zakaria, mort en exil. L'hommage a été rendu non pas en Algérie mais en France en l'absence de l'ambassadeur d'Algérie à Paris et en présence de l'ambassadeur de France en Algérie».

L'estocade portée par Aït-Hamouda au pouvoir ne se limite pas à ceux-ci. Il l'a sertie d'autres exemples de manquement au devoir patriotique. «Où étiez-vous lorsqu'en 1993, Saïd Sadi appelait à la résistance contre le terrorisme ? Où étiez-vous lorsque le

terrorisme coupait les têtes ? Où étaient toutes ces organisations qui parlent aujourd'hui au nom du peuple ? Certains ont fui, d'autres se sont mis au couchez-vous.»

En guise de conclusion à ce rappel, chargé inéluctablement de vérités, Nordine Aït-Hamouda lâchera : «Les Algériens, aujourd'hui, savent qui nous sommes et savent qui vous êtes.» La plaidoirie intensive de Aït-Hamouda ne finit cependant pas là. Elle s'est poursuivie, puisant dans l'actualité récente du pays.

Le député du RCD remet au goût du jour l'affaire Khalifa. «Monsieur le Premier ministre, vous dites combattre la corruption, la dilapidation des deniers publics, comment expliquer alors qu'un condamné dans l'affaire

Khalifa à deux années de prison en soit sorti au bout de deux mois, doté d'un passeport pour aller s'établir au Canada ? Comment expliquer qu'aucun responsable n'ait été condamné dans l'affaire ?»

Le député RCD n'a pas manqué de poser la question sur l'énigmatique présence médiatique des chefs terroristes et leur absence aux nombreux procès qui leur sont intentés. «Où sont Hattab et El-Para ? Nous, au RCD, on ne sera jamais les attachés de presse de Hassan Hattab, de Abderrazak El Para. Je crains de découvrir un jour à travers la télévision qu'ils ont bénéficié de pension de moudjahidine», a-t-il dit.

Et pour mettre un contraste au tableau, il a rappelé à l'adresse du ministre de la Solidarité, la bastonnade qui a été portée aux handicapés récemment, lorsqu'ils voulurent réclamer leurs droits. «Est-ce cela la solidarité nationale ?» Et pour clore sa diatribe, Nordine Aït-Hamouda a lâché : «Les jeunes bravent la mort au large parce qu'ils ne supportent plus de vivre parmi vous.»

Outre le député du RCD, un député du FNA a eu à exprimer ses doutes quant aux trois millions d'emplois promis dans le plan quinquennal précédent. «Ce sont des emplois précaires. Il faudra qu'une commission enquête sérieusement sur cela», a-t-il dit.

Les interventions des députés ont été closes hier et ce matin. Place aux réponses du Premier ministre. Le vote interviendra dans l'après-midi.

S. A. I.

## INTERPELLÉS LORS DE LA MANIFESTATION EN FAVEUR DE GHAZA

### Liberté pour dix jeunes

La dizaine de personnes poursuivies pour «dégradation de biens d'autrui, atteinte à l'ordre public et outrage à corps constitué» ont recouvré hier, leur liberté, après le verdict prononcé par la présidence du tribunal correctionnel de Sidi M'hamed. Ces personnes ont été interpellées le jour de la manifestation organisée en guise de soutien à la population de Gaza.

Ce verdict intervient après les lourdes peines requises par l'avocat général. Ce dernier a demandé, faut-il le noter, des peines de cinq à six mois de prison ferme.

A. B.